

malnutrition dans le programme, en particulier sa prise en charge thérapeutique en poursuivant le dialogue sur la prévention et la gestion des crises alimentaires.

Il s'agira d'encourager la mise à niveau du plan d'actions multisectoriel de nutrition en y intégrant, au moment de sa révision en 2019, les aspects de l'agriculture sensibles à la nutrition, des actions de plaidoyer auprès des différents Ministères concernés par la nutrition et également de promouvoir la concertation intersectorielle via l'inclusion des secteurs clés (agriculture, santé, éducation, protection sociale, eau et assainissement, etc.) dans les revues annuelles sur la nutrition.

L'introduction du domaine de la nutrition est aussi envisagée dans une logique de complémentarité avec l'action de la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (ECHO) et pour aider le gouvernement à sortir de sa dépendance vis-à-vis des bailleurs pour le traitement de la malnutrition aiguë (intrants thérapeutiques) surtout que le contexte actuel est caractérisé par une réduction des engagements des bailleurs humanitaires.

Au final l'objectif est d'une part de maintenir la crédibilité des politiques sectorielles SANAD, en particulier le PNISA et le dispositif national de sécurité alimentaire ; et d'autre part de contribuer à renforcer la crédibilité de la Politique nationale de nutrition, en particulier du plan d'action multisectoriel de nutrition.

4.3 Intégration des questions transversales

Les questions de protection et préservation des ressources naturelles dans la zone Office du Niger sont un objectif spécifique des mesures complémentaires qui seront mises en œuvre. Ces mesures viseront en particulier l'amélioration du drainage pour limiter les impacts négatifs des eaux d'irrigation sur la fertilité des sols. Cela se fera par le biais d'une réhabilitation du réseau de drains ainsi que par une amélioration de son entretien. Par ailleurs, le programme soutiendra les actions visant la valorisation des eaux issues des drains pour la production de pâturage et de bois d'énergie.

La gestion efficiente de la ressource eau aura une place principale dans le dialogue politique avec le Gouvernement (deux indicateurs du composant appui budgétaire seront liés à la gestion de l'eau à l'Office du Niger) et il sera demandé que les travaux d'aménagements fassent au préalable l'objet d'études d'impact environnemental et social²⁰. Les interventions du programme se baseront sur les résultats de l'évaluation environnementale stratégique du programme PAHA.

En soutenant fortement les activités de maîtrise de l'eau et l'amélioration des systèmes de drainage dans un contexte de rareté de la ressource comme au Sahel, l'intervention de l'UE contribuera à la lutte contre la désertification et l'adaptation au changement climatique. Dans le secteur de la riziculture irriguée, la gestion de l'eau par l'irrigation intermittente (afin d'éviter l'inondation permanente des terres rizicoles, source d'émission par fermentation équivalent à 4% de GES national) est la mesure d'atténuation des émissions de GES la plus appropriée.

Les actions financées par l'UE contribueront directement et indirectement au renforcement du rôle de la femme comme actrice économique ainsi qu'actrice principale du changement pour l'amélioration des conditions de vie des ménages. En particulier, le programme visera à réduire les discriminations dans l'accès aux facteurs de productions, auxquelles les femmes doivent faire face. De plus, le soutien au développement des activités dans des maillons particuliers de la

²⁰ Notamment pour ce qui concerne l'utilisation des eaux issues du drainage pour de productions (pâturage et plantation de bois) dans les zones de décharge. Des mesures concrètes sur les chantiers de travaux et des actions de protection et préservation des ressources naturelles pourront être faites pour atténuer les effets négatifs des travaux.